

## **L'éducation et l'enseignement, deux clés pour rendre le marché du travail plus inclusif pour les jeunes**

### **Un marché du travail inhospitalier**

Notre marché du travail français est généralement perçu comme particulièrement inhospitalier : il est difficile d'y entrer et tout aussi difficile d'y revenir quand on en sort... Et ceci, alors même que les employeurs affirment avoir du mal à embaucher les compétences dont ils ont besoin, que notre économie marchande ne peut satisfaire de nombreux services utiles ou nécessaires, que de nombreux services publics disent être asphyxiés par le manque de ressources et que les besoins d'intégration des populations peu qualifiées sont importants.

### **Des lacunes dans le savoir-être et le savoir-faire**

Ces constats traduisent des situations apparemment paradoxales, mais reflètent souvent des lacunes à au moins deux niveaux chez le postulant : le savoir-être et le savoir-faire. Ces deux capacités s'acquièrent dans les premières années de la vie, jusqu'à l'âge adulte et sont, en large partie, le résultat de l'éducation reçue et de l'enseignement choisi.

Nous évoquerons quelques-unes des raisons pour lesquelles nous nous trouvons face à cette situation d'un marché insuffisamment inclusif, tout en restant très modestes face à l'étendue et la complexité de la problématique posée.

### **L'éducation est discriminante**

L'éducation reçue commence dès le plus jeune âge, dispensée par le cocon familial d'abord puis par l'entourage proche et progressivement par le cercle élargi du voisinage. Sa nature, sa qualité, sa profondeur dépendent donc étroitement de l'environnement dans lequel grandit l'enfant. Le type

d'éducation reçue est ainsi très différent d'un enfant à l'autre et conduit à de vraies différences et de vraies inégalités entre eux.

Les enfants vont reproduire ce qu'ils entendent ou voient chez eux, ou dans le milieu dans lequel ils vivent. De grosses différences vont ainsi apparaître entre les enfants selon leur environnement. Souvent, ceux des milieux favorisés auront l'habitude de côtoyer des environnements variés, leur permettant de s'ouvrir aux cultures des autres et donc de faire face plus facilement aux situations nouvelles ou inattendues. Ils seront plus à l'aise dans la vie sociale lorsqu'ils seront adultes que ceux des milieux moins favorisés. C'est un facteur déterminant de la confiance en soi qui modèle le savoir-être, si important dans le monde du travail.

Ces débuts dans la vie sont d'autant plus importants que, selon les pédiatres, l'essentiel de la personnalité serait formé à l'âge de deux ans. Aussi l'amour reçu, la confiance témoignée, la disponibilité accordée apportent souvent à cette confiance en soi (estime de soi peut-être) une contribution essentielle, plus indépendante du milieu social au demeurant, et peut-être plus dépendante de la culture des parents, ou du parent dans les familles monoparentales.

### **L'enseignement joue-t-il pleinement son rôle ?**

L'enseignement complète l'éducation de l'individu pour lui apporter le savoir-faire. En fait, pas uniquement, car il contribue également à compenser une partie des différences apparues dans l'éducation. Sans doute, ne faut-il pas éliminer celles-ci intégralement car elles peuvent être également une richesse sociétale à valoriser.

Le rôle de l'enseignement est donc multiple : apporter la connaissance, le savoir-faire adapté aux métiers et à la vie en société d'aujourd'hui, mais aussi modeler le savoir-être pour rendre l'individu apte à participer à la vie en société de manière fluide par un comportement adapté. Cette mission, difficile, vaste et fondamentale, repose quasi-exclusivement sur les enseignants. Face à cette mission, la dégradation du statut des enseignants et des conditions de l'enseignement ne peut manquer d'interroger.

Pourquoi ne pas envisager de réformer, au niveau européen, la formation des professeurs des écoles en priorisant les valeurs humaines, l'éclectisme,

l'objectivation, afin d'obtenir des résultats satisfaisants en lecture, calcul, français, mais aussi en instruction civique voire en économie.

Observons incidemment la régression d'autres lieux où se façonnent le savoir être, et l'apprentissage de la vie avec les autres. On pense naturellement au service militaire, avec le brassage des populations, le sens du service et du collectif, et l'expérience de la confiance et de la discipline. On note également avec le recul des religions la forte baisse des inscriptions au catéchisme, avec l'enseignement du respect et de l'amour de l'autre et l'apprentissage du pardon ; la disparition du patronage est en outre évoquée. Or, ces formations sont à la base de la bienveillance, attitude qui manque de plus en plus dans les relations entre les individus. Les apprentissages des réseaux sociaux et des liens dématérialisés prennent-ils le relais, ou développent-ils des regroupements plus homogènes (communautarismes notamment) et des comportements différents ?

Une réflexion sur la contribution du sport individuel et collectif à l'éducation, ou des activités développées dans le cadre associatif, pourrait compléter cette analyse.

Pour en revenir aux enseignants, de nombreux constats peuvent être faits, montrant le gap entre ce que l'on peut légitimement attendre de l'éducation et de l'enseignement (cf. infra les propositions sur les passerelles) sur la première vingtaine d'années d'un individu et ce que l'on constate sur son employabilité dans le monde du travail.

### **La maternelle, première étape de la sociabilisation**

Avant l'âge de 6 ans, la maternelle doit permettre un apprentissage progressif des bases de l'écriture ou du calcul (calcul mental simple, lire l'heure sur une horloge) sous forme ludique. C'est aussi après la crèche le premier lieu de sociabilisation de l'individu, plus particulièrement pour les enfants uniques, un début d'expérience de la vie en société sous la forme d'une confrontation avec les autres, mais aussi d'une ouverture aux autres. C'est le premier niveau d'intégration pour tous les enfants, utile à tous, en particulier à ceux de milieux défavorisés et/ou de familles d'immigrants ou désunies pour leur permettre d'enrichir leurs bases ou d'appréhender d'autres comportements que ceux auxquels ils sont habitués chez eux.

S'y effectue le premier travail de gommage ou de compensation des inégalités issues d'éducatons très différentes, et de construction d'un socle commun, à commencer par la langue et les valeurs, qui permettra ensuite de faire société.

## **Des évaluations scolaires décevantes**

Dans la période scolaire (primaire, collège, lycée), plusieurs évaluations standardisées sont effectuées en CP, en CE1, en 6<sup>ème</sup> et en 2<sup>nde</sup> par l'éducation nationale. Elles sont par ailleurs complétées par des évaluations internationales permettant de situer le niveau relatif des élèves français : PISA, TIMSS, PIRLS, ICILS. Parmi les nombreux enseignements de ces évaluations, nous pouvons noter :

- Les résultats des évaluations conduites à la rentrée de septembre 2020 viennent d'être publiés ; leur point positif est que le décrochage redouté après la période de confinement du printemps est moins marqué qu'attendu, en particulier en mathématiques. Une des explications serait que les parents ont pu davantage accompagner leurs enfants en mathématiques qu'en lecture ou en écriture, domaines exigeant plus de précision et de compétences : le rôle du professeur, dont l'expertise dans l'apprentissage des fondamentaux de la lecture est irremplaçable, est primordial.
- Des résultats inquiétants tout de même en lecture : si le score moyen de lecture en une minute est de 124 mots par minute, supérieur au seuil attendu (120 mots) en fin de CM2 et si 53% des élèves se situent au-dessus de ce seuil, 15% sont en dessous du seuil de 90 mots. L'enjeu est considérable car une fluence insuffisante fragilise tous les apprentissages ! Et la lecture est indispensable à tous les stades de la vie, privée ou professionnelle.
- Les résultats de la dernière enquête internationale TIMSS (Trends In Mathematics and Science Study) sur le niveau en mathématiques des élèves en CM1 effectuée en 2019 dans 58 pays viennent d'être publiés et confirment ceux de la précédente enquête (2015) : avec un score de 485, les Français sont derniers au sein de l'Union Européenne dont le score moyen est de 527. En tête se trouve la Corée du Sud avec un total de... 600 points. Par ailleurs, la France a participé pour la première fois à cette enquête pour les élèves de 4<sup>ème</sup> : les collégiens français se situent à l'avant-dernière place de l'Union européenne avec un score de 483, la

moyenne des Etats participants étant de 511 et la Corée du Sud étant en tête avec un score de 604. Ces mauvais résultats en mathématiques se retrouvent également en sciences, où la France se retrouve parmi les 4 derniers pays (sur 39 participants).

- L'enquête PIRLS (Progress in International Reading Literacy) couvre les pays de l'OCDE. Le score des élèves français ressort à 520, lorsque la moyenne de l'UE est à 534 et celle de l'OCDE à 538. Les élèves allemands, italiens et portugais sont à 540, les Anglais à 555 et les Finlandais à 568.
- Enfin, l'enquête ICILS (International Computer & Information Literacy Study) à laquelle la France a participé pour la première fois en 2018 montre que les Français avec 499 sont juste au-dessus de la moyenne des participants (496) des onze pays participants. Les Allemands sont à 518 dans cette étude sur l'approche du numérique, visant en particulier à apprécier la capacité à utiliser efficacement un ordinateur pour collecter, gérer, produire et communiquer des informations.

Ces résultats d'enquêtes internationales sont naturellement toujours sujets à discussion mais donnent tout de même matière à réflexion. Ces enquêtes, réalisées à des dates différentes, avec des modalités spécifiques à chacune d'entre elles et sur des échantillons non identiques, aboutissent à des conclusions similaires : la place des élèves français est au mieux juste dans la moyenne des groupes étudiés et systématiquement derrière nos grands voisins européens.

### **Un collège insuffisamment technique**

Au collège, ceux qui y sont entrés avec de grosses lacunes dans les matières principales (français et maths) n'ont en général que des difficultés de plus en plus fortes à suivre le cursus scolaire. Mais la décision politique d'avoir privilégié l'obtention du baccalauréat général avec un taux de réussite le plus proche de 100% pour chaque classe d'âge conduit les familles à pousser leurs enfants à poursuivre l'enseignement général au lycée, alors même que ces derniers auraient peut-être eu davantage de facilités ou d'envie à aller dans le technique ou à entrer plus rapidement dans la vie professionnelle : ce serait plutôt à 14 ans qu'à 16 que certaines options devraient être prises. Ce désamour proprement français pour le technique, qui mériterait au demeurant également d'être choisi pour ses mérites propres, est en tout cas à l'origine du

manque cruel de techniciens spécialisés dans notre pays. Or tout métier rémunéré ne répond-il pas à une utilité ?

### **Une réussite au baccalauréat en trompe l'œil**

Les taux de réussite au baccalauréat, proches de 90% dans la période récente, et supérieurs à 95% cette année, sont trompeurs sur la capacité des lauréats à poursuivre leurs études dans le supérieur. N'a-t-on pas volontairement réduit l'exigence pour obtenir de tels résultats ? Les conséquences ne sont-elles pas négatives pour les milieux moins favorisés car de fait, on réduirait ainsi la possibilité qu'ils ont d'atteindre de meilleurs niveaux professionnels, n'ayant pas les bases suffisantes. Ne réduirait-on pas mises en impasse, déceptions et frustrations ? Ceux des milieux favorisés peuvent toujours trouver des voies qui leur permettent d'évoluer.

Environ 60% des bacheliers ne passent pas le cap de la première année d'enseignement supérieur... Ce taux est certes gonflé par les étudiants qui ne vont à l'université que pour pouvoir bénéficier du statut d'étudiant, de la Sécurité sociale et parfois d'une bourse. La première année de fac joue davantage le rôle de sas entre le lycée et le monde du travail que de seuil d'entrée dans le monde des études supérieures...

Ceux qui réussissent bien ou très bien, à l'université ou dans les grandes écoles, sont issus assez largement de milieux privilégiés. Ils se retrouvent entre eux lors de leurs études puis dans la vie professionnelle. Le fossé reste creusé avec les populations moins favorisées, l'ascenseur social fonctionnant peu voire, dit-on, moins bien qu'il y a quelques décennies.

On note à cet égard l'existence d'un paradoxe, affectant tous les milieux, entre crainte du déclassement dans un sens, et aspiration à un meilleur fonctionnement de l'ascenseur social dans l'autre sens.

Il est observé que les quotas, dont l'instauration est souvent discutée, peuvent permettre de pallier en partie. Mais l'enjeu ne serait-il pas de favoriser l'épanouissement et la reconnaissance des potentiels, en restant dans la logique de la démocratie républicaine ? Intégrer les nouveaux potentiels a toujours été un enjeu clé des civilisations.

## **Quelques orientations d'amélioration...**

Ces constats, présentés sans doute de manière simpliste, et peut-être de façon parfois caricaturale, sont bien connus ; ils expliquent assez largement les problématiques relevées lors de la réunion de septembre, en particulier le manque de qualification, de compétence technique, d'adaptation, mais aussi la non intégration de populations défavorisées qui ont décroché des études très tôt dans leur scolarité, quand elles n'ont pas rejeté le système scolaire.

Les pouvoirs publics sont bien conscients de ces problématiques de fond. Ils ont engagé des réformes importantes dans les divers degrés du cursus scolaire. Les Grandes écoles ainsi que les entreprises accompagnent cette évolution qui demandera quelques années avant de produire ses effets. La tâche est immense et l'on peut légitimement se demander si l'on doit vraiment tout attendre du système éducatif...

### **... de la maternelle...**

Une meilleure intégration des populations défavorisées est indispensable. Cela passe par le tout début du cursus scolaire. Le Ministre de l'Éducation nationale a pris, à cet égard, des mesures structurantes : l'école obligatoire à partir de 3 ans et le dédoublement de classes primaires.

De ce point de vue, les parents, tous les parents, doivent accepter, sauf exceptions pour des motifs légitimes, de mettre leurs enfants à l'école maternelle et non de les garder chez eux ou dans des lieux où la mixité sociale n'est pas de mise, ce qui semble être actuellement le cas pour des dizaines de milliers d'enfants. C'est, nous l'avons mentionné plus haut, le meilleur moyen pour ceux-ci de s'ouvrir aux autres, et donc, très jeunes, de s'intégrer plus facilement. Si cela peut faciliter l'intégration et éviter la discrimination au premier regard, pourquoi ne pas décider de revenir au port de la blouse ou d'une tenue homogène ?

Peut-être un accompagnement complémentaire, pouvant reposer sur le bénévolat, serait-il nécessaire déjà à ce stade pour les enfants maîtrisant le moins la langue ? L'intégration serait peut-être dès à présent une ardente obligation nationale.

### **...à l'école primaire...**

Le dédoublement de classes de CP et de CE1 pour pallier les difficultés que les jeunes de milieux défavorisés peuvent rencontrer dans l'apprentissage de la lecture et du calcul est une autre mesure qui doit porter ses fruits à terme. Les résultats de l'évaluation de septembre 2020 montrent que les écarts entre le secteur hors éducation prioritaire et le secteur de l'éducation prioritaire ont augmenté, ce qui était attendu du fait du confinement, mais de manière contenue, équivalente à la réduction obtenue en 2019. Ceci montre que le dédoublement des premières classes du primaire donne des résultats probants.

Ces décisions prises dans l'éducation nationale en faveur des jeunes issus de milieux défavorisés devraient être accompagnées d'une recherche de mesures pour impliquer davantage les parents d'élèves dans le suivi scolaire de leurs enfants ; la remise au goût du jour des devoirs à la maison est une bonne évolution pour intéresser les parents à l'apprentissage scolaire de leurs enfants.

Peut-être là encore le bénévolat a-t-il peut-être une place en soutien, on pense à ce qui a existé en matière d'alphabétisation au début de l'immigration de l'après-guerre ou des années 60.

En tout état de cause, apparaît la nécessité de renforcer fermement et avec bienveillance pédagogique les passerelles entre éducation et enseignement.

### **...au collège et au lycée...**

Au niveau du collège et du lycée, il conviendrait sans doute de redonner ses lettres de noblesse à l'enseignement technique afin qu'il puisse être choisi sans réticences par ceux qui se sentent attirés par cette voie. Sans doute, notre tronc commun généraliste est-il plus large en France que dans les pays voisins ; une voie serait de le réduire un peu afin de donner davantage de place aux matières techniques. Cela irait dans le sens d'une meilleure adaptation du cursus scolaire aux besoins actuels de l'économie. L'enseignement technique permet, comme en Suisse par exemple, de favoriser l'apprentissage sans tabou et apporterait la ressource humaine indispensable à la réindustrialisation du pays.

Parallèlement, la représentation du monde du travail mériterait d'être améliorée. Les stages y contribuent, et des efforts importants ont déjà été faits



en matière d'acculturation des enseignants. Mais la teneur des échanges au sein des Forums, où la vaste majorité des participants exerce ou a exercé des responsabilités d'employeur, laisse à penser que beaucoup reste à faire.

### **...à l'enseignement supérieur**

L'entrée dans l'enseignement supérieur devrait être sélective, à savoir pour l'entrée à l'université, le choix de la filière ne pourrait se faire que sur la base de ses connaissances/capacités. En outre, il faudrait accepter de supprimer les formations universitaires qui n'offrent plus de débouchés, ce qui éviterait déceptions et frustrations. Et il conviendrait de renforcer les passerelles entre l'enseignement supérieur et la vie professionnelle (alternance, stages, ...), au-delà même des évolutions importantes déjà intervenues. Notons également à cet égard ce que font par exemple les chambres de commerce.

Ceci ferait partie d'un rapprochement souhaitable entre le monde académique et le monde de l'entreprise, afin que ce dernier s'implique davantage dans la formation et fasse part de ses besoins et orientations, pendant que le monde académique s'intéresse davantage aux besoins opérationnels nouveaux du monde de l'entreprise, et parfois aussi aux savoir être comportementaux qui fondent ou améliorent l'employabilité.

En ce qui concerne les Grandes Ecoles, poursuivre et amplifier ce qui a déjà été fait par un certain nombre d'entre elles (cf. Sciences Po, ...), à savoir créer des voies alternatives aux concours classiques, tout en gardant une vraie sélectivité, indispensable pour maintenir l'excellence de ce type de formation.

Dans la fonction publique, il a été annoncé que des places seraient réservées à des candidats d'origine modeste dans les futurs concours de la fonction publique, tout en maintenant la sélectivité...Une manière de remettre en route l'ascenseur social en utilisant tous les leviers, y compris celui du recrutement.

### **Remarque conclusive**

Ces divers constats et les quelques éléments de réflexion évoqués ne sont que le prétexte à discussions, débats et nouvelles propositions.